

LE NOUVE 21/01/22

Covid-19 : enseignants et parents prudents avant un possible allègement du protocole sanitaire à l'école

Une possible levée de certaines mesures au retour des vacances de février est un horizon qui semble encore lointain dans les écoles, où la situation reste tendue.

Par [Sylvie Lecherbonnier](#)

Publié le 21 janvier 2022 à 01h13 - Mis à jour le 21 janvier 2022 à 09h15

Temps de Lecture 3 min.

L'optimisme du premier ministre n'a pas encore gagné les représentants des enseignants et des parents d'élèves. Ceux-ci accueillent avec prudence et circonspection [les perspectives dressées par Jean Castex](#), lors de son point presse avec le ministre de la santé et des solidarités, Olivier Véran, jeudi 20 janvier en début de soirée.

Le chef du gouvernement a annoncé « envisager » un allègement du protocole sanitaire en vigueur dans les établissements scolaires à l'issue des vacances de février, si la situation épidémique le permet. « La levée du port du masque dans les écoles élémentaires » et « la question du nombre de tests et d'autotests » à réaliser si l'élève est cas contact pourraient être étudiées avec les autorités sanitaires à ce moment-là. Le retour des vacances d'hiver s'échelonne du 21 février au 7 mars, selon les zones.

Le premier ministre s'est attaché à fixer un horizon de sortie de crise, alors que la situation reste extrêmement tendue au quotidien dans les établissements scolaires. La recrudescence de l'épidémie de Covid-19, avec son variant Omicron, entraîne une désorganisation des écoles, collèges et lycées, qui doivent faire face à des vagues d'absences d'enseignants et d'élèves.

« Ne pas répéter les mêmes erreurs »

Le ras-le-bol de la communauté éducative s'est exprimé lors d'une mobilisation d'ampleur jeudi 13 janvier, qui a réuni 77 000 manifestants dans les rues et près de 27 % de grévistes, selon le ministère. La deuxième journée de mobilisation, ce 20 janvier, à l'appel d'un moins grand nombre d'organisations, a été bien moins suivie, avec un taux de grévistes inférieur à 2 %. L'exaspération est cependant toujours là. « Nous ne sommes plus en mesure d'assurer les apprentissages au quotidien. Il faudra bien un jour prendre en compte cette question pédagogique », martèle Guislaine David, la porte-parole du SNUipp-FSU, syndicat majoritaire dans le premier degré.

Le nombre de classes fermées ne cesse d'augmenter. Elles étaient 18 786 le 20 janvier, contre 14 380 une semaine plus tôt. Près de 463 200 élèves sont contaminés et 30 800 personnels. Dans son avis du 19 janvier, le conseil scientifique voit « un effet important de la rentrée des classes » dans le rebond épidémique. Jean Castex défend pourtant « l'école ouverte », chère à son ministre de l'éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, absent du point presse. Ce choix « fort et constant » était « le bon », selon le premier ministre : « Rien n'aurait été pire que de fermer les établissements scolaires, voire de retarder la rentrée. La réouverture aurait été très difficile. » Ce report de la rentrée avait notamment été demandé par la candidate Les Républicains à l'élection présidentielle, Valérie Pécresse.

Face à ce quotidien difficile, l'éventualité d'un allègement du protocole sanitaire dans plus d'un mois semble encore lointaine aux organisations syndicales. Sophie Venetitay, secrétaire général du SNES-FSU, note le « décalage qui existe » entre ces perspectives d'allègement et « les classes vides » sur le terrain. Elle invite à la plus grande prudence : « Il nous faudra des bases scientifiques sur lesquelles

s'appuyer et pouvoir anticiper et discuter ces allègements. » « Dans certains départements, les enfants ont retiré le masque en octobre ou novembre [2021] pour le remettre quelques semaines plus tard. Il ne faudrait pas répéter les mêmes erreurs », rappelle Guislaine David, qui juge ces annonces « prématurées ».

« Rien n'est acquis »

« La date fixée devrait nous permettre de discuter des modalités en amont et d'avoir un espace pour construire ces nouvelles mesures », espère cependant Stéphane Crochet, secrétaire général du SE-UNSA. Laetitia Aresu, secrétaire nationale du SGEN-CFDT, se veut, elle aussi prudente, et espère que « les autorités prendront davantage en compte les réalités de terrain ».

Côté représentants de parents d'élèves, les lignes divergent. Laurent Zameczkowski, le porte-parole de la PEEP, juge que les déclarations du premier ministre sont « *une bonne nouvelle* », même si elles sont « *relativement floues* ». « *Tout le monde est très fatigué. Nous avons besoin de nous dire que l'on va sortir de tout ça* », affirme-t-il. La FCPE, par la voix de sa coprésidente, Nageate Belahcen, estime que « *rien n'est acquis* » et aurait aimé « *des mesures plus fortes plus tôt* » face au « *ras-le-bol des parents sur les tests* ».

Les organisations remarquent cependant le changement de ton opéré depuis la mobilisation du 13 janvier. « *Le dialogue est indéniablement plus soutenu depuis la semaine dernière et le premier ministre est très engagé sur le suivi des discussions* », note Stéphane Crochet. Un signe : la nouvelle instance qui rassemble les représentants syndicaux, le ministère de l'éducation et les autorités de santé doit tenir sa première réunion mardi 25 janvier.